

Depuis dimanche dernier, monsieur le Président, la population de Desbiens vit dans l'euphorie alors que, enfin, l'espoir renaît pour ces gens qui étaient privés de travail depuis 42 mois. Au lendemain de notre élection, les quatre députés du Saguenay-Lac-Saint-Jean avaient fait du dossier de Desbiens une priorité régionale. Desbiens était devenu un symbole dans toute la région et, à l'instar du sommet économique régional, nous avions convenu de tout mettre en œuvre pour redonner aux gens de Desbiens leur dignité de travailleurs.

Grâce au travail de notre ministre d'État (Transports), notre gouvernement consacrera plus de quatre millions de dollars en plus d'un crédit d'impôt appréciable pour la relance de cette entreprise dès le début de l'été. Le Québec et la société propriétaire de l'usine ajoutent aussi leur précieuse collaboration.

Encore une fois, monsieur le Président, notre collègue mérite nos remerciements pour avoir mené à bon port un dossier extrêmement difficile qui fait figure d'exception dans le contexte actuel, mais qui redonne vie à toute une population, celle de Desbiens au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

* * *

[Traduction]

LA RADIODIFFUSION

LA COMPOSITION DE L'ÉQUIPE DE TRAVAIL CHARGÉE DE LA RÉUNION DE LA POLITIQUE

M. Jim Edwards (Edmonton-Sud): Il y a une semaine, monsieur le Président, le ministre des Communications a annoncé la nomination d'une équipe de travail de sept personnes chargée de procéder au premier examen en 17 ans du réseau canadien de radiodiffusion. Conformément à la promesse que le gouvernement avait faite de nommer aux postes clés des personnes d'un mérite incontestable, toutes les personnes nommées sauf une ne se réclament d'aucun parti ou appartiennent à des partis d'opposition.

Mardi prochain, l'équipe de travail Caplan-Sauvageau doit entreprendre ses travaux. D'ici au début de 1986, elle doit formuler à l'intention du ministre des recommandations portant sur les points suivants: l'établissement d'objectifs politiques publics appropriés, tant culturels qu'économiques, pour préparer notre réseau mixte en vue du XXI^e siècle; le rôle et le mandat des trois éléments de notre réseau, soit national-public, privé et provincial; et surtout, les exigences et les vœux des Canadiens, compte tenu de la diversité de nos collectivités linguistiques, régionales et ethniques qui ne sont plus isolées; le rôle de ces instruments de politique que constituent la réglementation et le financement à même les deniers publics; et la libéralisation du système pour en favoriser l'épanouissement culturel et économique.

Vu la variété des personnes ressources qui constituent l'équipe de travail, on peut compter que celle-ci accomplira sa tâche avec sérieux. On espère que les sept personnes nommées voudront compenser l'absence d'une personne chargée de représenter les millions de Canadiens qui résident dans les villages et en milieu rural, en accordant un soin particulier à leurs besoins et à leurs désirs.

• (1415)

Questions orales

LES PÊCHES

LA SITUATION DES PÊCHEURS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, un groupe de pêcheurs à la traîne de la Colombie-Britannique se livrent présentement à une campagne de pêche de protestation dans le détroit de Georgie. Comme le ministre des Pêches et des Océans (M. Fraser) et son ministère n'ont pas réussi à mettre au point un plan pour la pêche sur la côte Ouest, ils privent ces pêcheurs d'une occasion de gagner leur vie durant la saison de la pêche de 1985. En omettant par ailleurs de proclamer une date hâtive d'ouverture de la saison de la pêche, le ministre empêchera vraisemblablement bon nombre de ces pêcheurs de devenir admissibles à l'assurance-chômage cet automne.

Au lieu de se rendre disponible pour consulter les groupes de pêcheurs établis aussi bien que pour répondre aux questions à la Chambre et surveiller les activités de son ministère, le ministre a préféré passer de longues périodes de temps aux États-Unis et en Europe. Ce même ministre a lui-même promis durant la campagne électorale que non seulement il consulterait les pêcheurs mais qu'il serait facilement accessible en cas de problème. En réalité, le ministre n'est généralement pas disponible, et il a rarement été au Canada ces derniers mois.

Les députés de notre parti exigent que le premier ministre (M. Mulroney) demande au ministre des Pêches de rentrer au Canada et de s'acquitter de ses devoirs ou de démissionner.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE LIVRE VERT SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, je ne sais pas si le gouvernement est en lock-out ou en grève, parce que je voulais poser une question au premier ministre ou au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais je vais la poser au vice-premier ministre.

M. Crosbie: Regardez derrière vous.

M. Chrétien: Monsieur le Président, on a présenté hier aux Canadiens un aperçu des affaires extérieures, version école maternelle. Présenter aux Canadiens un document d'une telle indigence est pitoyable, et ce n'est vraiment pas acceptable. Ce document était censé ouvrir la porte à une sérieuse participation du public, mais tout ce qu'il fait, c'est ouvrir la porte au ridicule. On y trouve de grandes déclarations du genre: «les États-Unis et le Canada sont des pays voisins»; ou: «l'Afrique est un vaste et divers continent».

M. Turner (Vancouver Quadra): Sans blague!